

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



Projet ALCQ-ECQF
Éditions critiques de textes québécois et canadiens-français

René Dionne

Numéro 14, avril-mai 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40482ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dionne, R. (1979). Projet ALCQ-ECQF : éditions critiques de textes québécois et canadiens-français. *Lettres québécoises*, (14), 43–45.

Projet ALCQ-ECQF

Éditions critiques de textes québécois et canadiens-français

Le 2 mars 1979 avait lieu à l'Université d'Ottawa un colloque sur l'édition critique. Organisé par le comité de recherche francophone de l'Association des littératures canadiennes et québécoise, avec la collaboration du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, ce colloque, qui a réuni plus de soixante-dix chercheurs et professeurs, avait pour but principal la préparation d'un protocole d'édition critique de textes québécois et canadiens-français, en vue de la présentation d'une demande de subvention de quelques millions de dollars au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Nous avons pensé que nos lecteurs aimeraient connaître ce projet, qui est d'une importance capitale pour le développement des études sur la littérature québécoise et canadienne-française.

Bribes d'histoire

L'origine de ce projet remonte au Congrès des sociétés savantes de mai 1976, à l'Université Laval, et, plus précisément, au colloque tenu à cette occasion par l'Association des littératures canadiennes et québécoise. Les personnes présentes à l'assemblée générale (plus d'une centaine) exprimèrent leur vive insatisfaction à l'endroit du Conseil des arts du Canada, dont les politiques semblaient laisser pour compte, au profit des littératures étrangères, les études canadiennes et québécoises. L'assemblée demanda au nouvel exécutif de transmettre ses doléances au Conseil, ce qui devait être fait par le président de l'ALCQ en août 1976.

Dès le 17 juin cependant, l'exécutif créait deux comités, l'un anglophone, l'autre francophone, afin d'étudier la situation et les conditions de la recherche dans les domaines (littéraires) canadien et québécois et de voir s'il était

possible de préparer des demandes de subventions concertées (division, à ce moment-là, du Conseil des arts du Canada) dans l'un et l'autre domaines. Durant trois ans, soit de 1976 à 1979, le Conseil des arts du Canada, répondant au désir des membres de l'ALCQ, a fourni les sommes nécessaires aux travaux de ces deux comités. Pour sa part, le comité francophone a reçu des subventions de \$3,380.00, \$5,000.00 et \$3,750.00.

Le comité francophone comprenait les personnes suivantes : Jacques Allard (UQUAM), René Dionne (président, Ottawa), David Hayne (Toronto), Laurent Mailhot (Montréal), Marguerite Maillet (Moncton), Réal Ouellet (Laval), Pierre Savard (Ottawa), Antoine Sirois (Sherbrooke). Dès le début, le comité a tenu à s'assurer l'appui de l'Assemblée des directeurs de départements d'études françaises des universités francophones et bilingues du Canada (ADEF) ; en octobre 1976, cette Assemblée approuvait la composition et le mandat du comité. Chaque année, le comité francophone a fait rapport au Conseil des arts du Canada et ce rapport a été distribué aux directeurs des départements d'études françaises des universités canadiennes. Le comité a également fait rapport de ses travaux, à l'assemblée générale (annuelle) de l'Association. Pour l'aider, le comité a fait appel, occasionnellement, à d'autres professeurs et chercheurs, tels Aurélien Boivin (Laval), André Girouard (Laurentienne), Françoise Roux (Cégep de Maisonneuve), Robert Vigneault (Ottawa).

En mai 1978, à London, Ontario, lors du colloque annuel de l'ALCQ (dans le cadre du Congrès des sociétés savantes), le comité francophone soumit à l'examen des chercheurs et professeurs intéressés un état de ses travaux et de ses

projets (*Situation de l'édition et de la recherche*, CRCCF, mai 1978, 182 p.) ; l'appui des chercheurs et professeurs (une soixantaine) fut unanime, comme avait été constant, depuis le début, celui de l'ADEF. À la suite de ce colloque, le comité jugea qu'il pouvait préparer une demande de subvention (« grands travaux d'édition ») au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ; elle porterait sur l'édition critique de textes québécois et canadiens-français. C'était à l'été de 1978. Une première définition du corpus fut préparée et une liste de chercheurs dressée provisoirement. Puis, le comité communiqua avec Monsieur Jean Lengellé, chef de la division des subventions concertées du Conseil de recherches en sciences humaines. L'accueil du Conseil fut excellent ; Monsieur Lengellé accepta non seulement de rencontrer le comité, mais encore de fournir l'aide technique nécessaire à la préparation de la demande.

Le 13 octobre, le comité choisit un comité de rédaction, qui travaillerait à la présentation de la demande ; il serait composé des professeurs Roméo Arbour (Ottawa), coordonnateur, Benoît Lacroix (Montréal) et Jean-Louis Major (Ottawa) — ce dernier devait être choisi comme substitut du coordonnateur, par le comité de rédaction, le 27 octobre suivant —. Le 13 octobre, le comité de recherche francophone de l'ALCQ nomma également un comité consultatif de sept membres, qui aiderait le comité de rédaction et lui serait adjoint ; ce comité se compose des professeurs Jacques Allard (UQUAM), René Dionne (Ottawa), Melvin Gallant (Moncton), David Hayne (Toronto), Laurent Mailhot (Montréal), Réal Ouellet (Laval), Antoine Sirois (Sherbrooke). Le comité de l'ALCQ choisit ensuite l'Université d'Ottawa comme institution responsable de la demande officielle et de l'admi-

nistration centrale du projet. Le 20 octobre, l'ADEF (réunie à l'Université de Sherbrooke) approuvait, à l'unanimité, le choix à la fois des membres des deux comités (comité de rédaction et comité consultatif) et de l'Université d'Ottawa. Le 15 décembre, lors d'une réunion conjointe avec le comité de rédaction, le comité de l'ALCQ définit avec précision (à quelques exceptions près) la liste des oeuvres à éditer et celle des responsables de l'édition de chacune ; l'on s'assura ensuite la collaboration des chercheurs choisis et le comité de rédaction communiqua avec eux une première fois le 18 décembre 1978, puis à diverses reprises avant et après le colloque du 2 mars.

Définition du corpus

Lorsque le comité de recherche de l'ALCQ commença ses travaux en 1976, il ne savait pas quel projet de recherche s'imposerait à lui ni même s'il serait possible de préparer un projet d'envergure en littérature québécoise et canadienne-française. Il fallait d'abord explorer le terrain et évaluer les ressources disponibles. L'on procéda donc à un inventaire des domaines suivants, qui semblaient fondamentaux : projets de recherches en cours, recherches déjà accomplies, besoins à combler, ressources humaines disponibles, ressources documentaires. C'est à la suite de ce quintuple inventaire que le projet d'éditions critiques apparut comme le besoin le plus urgent à satisfaire en vue du progrès de la recherche. À quoi bon, en effet, multiplier les études de textes, si l'on ne dispose pas d'un texte bien établi ? Quelle sorte d'histoire littéraire peut-on écrire, si l'on n'a pas fait les recherches historiques de base sur les textes et leurs auteurs ? La plupart des chercheurs et professeurs sentaient, depuis longtemps, ce besoin de recherches fondamentales et de textes sûrs ; l'entreprise, toutefois, dépassait les forces individuelles et, davantage encore, nécessitait des fonds dont aucun groupe, voire aucune institution francophone, ne pouvait disposer au Québec ni au Canada. Mais l'occasion se présentait de recourir au Conseil des arts du Canada, puis, à la suite de la création du Conseil de recherches en sciences humaines, à ce dernier.

Quels textes éditer ? Telle était la question fondamentale. L'on y répon-

drait en tenant compte à la fois de la qualité et de l'importance des textes, de l'époque de leur publication, de la diversité des genres littéraires, des besoins de la recherche et de l'enseignement pour une période donnée ; l'on devrait tenir compte aussi de l'existence et de l'accessibilité des documents (inutile de songer à faire l'édition critique d'un texte dont le manuscrit est sous cadenas pour des années encore) et des ressources humaines disponibles (il ne faisait pas de doute, enquête faite, que maints chercheurs québécois pouvaient préparer des éditions critiques, mais lesquelles et quand ?). L'idéal serait de pouvoir éditer, pour des périodes déterminées, un certain nombre de textes de genres différents (roman, poésie, théâtre, essai, autobiographie, récit de voyage, etc.), de façon à pousser des pointes de recherche en diverses directions qui seraient comme autant d'avenues ouvertes à la prospection ; une sorte d'armature de recherche, pensions-nous, pourrait être trouvée, qui aiderait dorénavant les chercheurs, groupes ou individus, à s'orienter et à coordonner leurs efforts.

Une première période littéraire s'imposait d'emblée : celle de la Nouvelle-France, qui présentait des problèmes particuliers : les textes de cette période, même les plus littéraires, obligeraient à recourir à des chercheurs de diverses disciplines (littérature, histoire, géographie, sciences naturelles, etc.) et ces chercheurs auraient besoin, plus que d'autres, de sommes considérables pour effectuer leur travail. L'on se mit assez vite d'accord sur les écrivains importants : Cartier, Champlain, Charlevoix, Hennepin, Lafitau, Sagard, Lahontan, Bégon ; l'on ajouta Dièreville, qui intéressait les Acadiens, et Dollier de Casson, pour lequel un chercheur était plus particulièrement disponible. Point n'était besoin de s'occuper des *Relations des Jésuites* : le Père Lucien Campeau et Guy Lafèche s'étaient déjà, chacun à leur façon, attelés à la tâche.

Pour le dix-neuvième siècle, c'est-à-dire pour la période allant de 1760 à 1895, mieux valait faire une sélection selon les genres. Le roman importait d'abord ; certaines oeuvres avaient connu plusieurs éditions et réimpressions (une trentaine parfois), dont quelques-unes, récentes, en avaient permis

l'enseignement fréquent dans les collèges et les universités. L'on retint, selon l'ordre de leur parution, *l'Influence d'un livre, la Terre paternelle*, Charles Guérin, *Une de perdue, deux de trouvées*, Jean Rivard, *les Anciens Canadiens*, Angéline de Montbrun ; Jacques et Marie fut laissé de côté, faute de chercheur disponible, et l'on inscrivit sur la liste *Jeanne la fileuse*, que quelqu'un s'occupait de rééditer. En poésie, Crémazie avait fait l'objet d'une bonne édition par Odette Condemine et Armand Guilmette avait publié une édition critique de Nérée Beauchemin ; restaient Louis Fréchette et Alfred Garneau, dont l'importance n'était pas à démontrer, Joseph Lenoir et Eudore Évanturel, que nos contemporains commencent à apprécier. Le théâtre comprendrait des pièces de Fréchette, de F.-X. Marchand et de Pierre Petitclair, ainsi que les oeuvres de Joseph Quesnel. L'essai serait représenté par Arthur Buies et Hector Fabre, la polémique par Fréchette et L.-A. Dessaulles, l'autobiographie par Henriette Dessaulles, le conte par H. Beaugrand, Fréchette, Lemay et J.-C. Taché. Depuis quelques années déjà, le grand historien F.-X. Garneau avait trouvé ses éditeurs : Pierre Savard et Paul Wyczynski, qui feront paraître ses oeuvres complètes en douze volumes.

Du vingtième siècle, il fut entendu que la date limite de parution des oeuvres à éditer serait 1945, sauf dans le cas de *Tit-Coq* (la seule pièce de théâtre retenue) et de deux écrivains : Alain Grandbois, dont on préparait l'édition des oeuvres complètes, et Robert de Roquebrune, dont on privilégiait *Testament de mon enfance* et *Quartier Saint-Louis*, que leur contenu rattachait à la première partie du siècle. Deux discours d'Henri Bourassa, celui, célèbre, qu'il prononça en l'église de Notre-Dame de Montréal et celui sur « la langue, gardienne de la foi », assureraient à la fois la présence de l'éloquence et de l'idéologie, nationaliste et religieuse, du début du siècle. Aux *Rapailages* de Groulx, représentatifs des « terroirs » de l'époque, l'on ajouterait des contes folkloriques de Marius Barbeau et ceux, naturalistes, d'Albert Laberge. Nelligan ayant été édité par Lacourcière et Saint-Denys Garneau par Brault et Lacroix, Grandbois devant l'être par une équipe de professeurs du département d'études

françaises de l'Université de Montréal, l'on compléta la liste des oeuvres poétiques en choisissant de publier les poésies de Guy Delahaye et de Jean-Aubert Loranger, *le Paon d'émail* de Paul Morin, *À l'ombre de l'Orford* et *l'Of-frande aux vierges folles* d'Alfred Desrochers. Le roman aurait la part du lion : *Maria Chapdelaine*, *La Scouine*, *Nipsya et la Forêt* (de Georges Bugnet, auteur de l'Ouest canadien), *Un homme et son péché*, *Les Demi-Civilisés* (ajoutés à la demande de l'ADEF), *Menaud, maître-draveur* (dont la complexité de l'édition a fait se désister les chercheurs les uns après les autres), *Les Engagés du Grand Portage*, *Trente Arpents*, *Au pied de la pente douce*, *Bonheur d'occasion*, *Le Survenant*.

Perspectives d'avenir

Il serait vain de penser que ce corpus réunit tous les classiques de la littérature québécoise et canadienne-française ; les

oeuvres contemporaines, par exemple, ont été omises, en grande partie à cause des exigences propres à une édition critique. Mais ce projet n'est qu'un début ; une fois en voie de réalisation, il sera possible de prévoir, l'expérience aidant, l'édition d'autres oeuvres, anciennes ou modernes. L'essentiel, c'est qu'une base soit donnée à l'édifice, que la recherche repose de plus en plus sur des assises solides.

Il importait aussi que les chercheurs trouvent une sorte de point de ralliement ; ce projet d'éditions critiques pourra le leur fournir. Déjà, les départements d'études françaises, par l'intermédiaire de l'ADEF surtout, ont pu travailler ensemble à l'élaboration du projet ; les chercheurs en ont discuté en mai 1978, à London, et le colloque du 2 mars leur a permis de se rencontrer une autre fois et de prendre davantage conscience de leur situation et des intérêts qu'ils avaient en commun. Plus

que jamais, semble-t-il, l'unanimité s'est faite autour d'un travail collectif ; chacun, groupe ou individu, s'est rendu compte qu'il y avait sur la planche plus de pain qu'il n'en fallait pour tous ceux qui voulaient faire de la recherche en littérature québécoise et canadienne-française.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que la demande qui sera faite, le 1er juillet prochain, au Conseil de recherches en sciences humaines reçoive l'accueil qu'elle mérite après avoir reçu l'appui de tous ceux qui s'intéressent au progrès de la recherche en domaine québécois et canadien-français.

René Dionne

Ottawa, le 29 mars 1979.

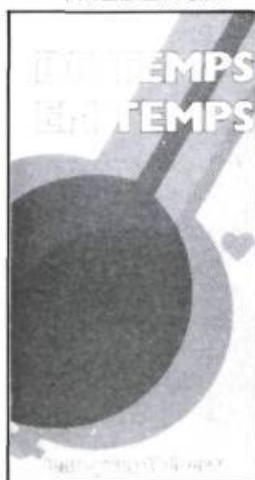
NOUVEAUTÉS AU NOROÏT

Jean
CHARLEBOIS



s.p.; \$6

Jean-Yves
THÉBERGE



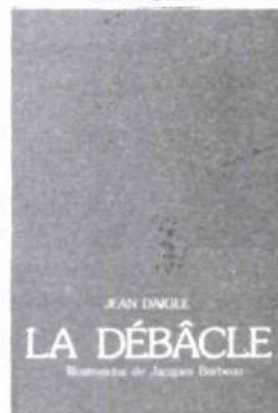
84 p.; \$7

Michel
VAN SCHENDEL



96 p.; \$6

Jean
DAIGLE



88 p.; \$6

Distribution en librairie :
Messageries littéraires
6585, rue Saint-Denis
Montréal H2S 2S1
Tél. : (514) 279-8476



Éditions du
NOROÏT
C.P. 244 Saint-Lambert
Qué. J4P 3N8